

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

---

**Direction des Archives et de la Documentation**

**COLLECTION DES ARCHIVES ORALES**

**AO8**

**ROLAND JACQUIN DE MARGERIE**

**(6 mai 1899 - 13 juillet 1990)**

**Ambassadeur de France**

**Entretien n° 6 du 28 décembre 1983**

**Par**

**Maurice Vaisse et Cécile Pozzo Di Borgo**

**R. de Margerie** : À l'Ambassade d'Angleterre qui avait passé la journée à brûler leurs archives sur la pelouse de l'ambassade comme nous sur la pelouse du Quai d'Orsay, ont décidé d'avoir une rencontre avec Reynaud et ils m'ont prévenu que le Premier Ministre arrivait dans la soirée. Le Premier Ministre était accompagné du général Sir John Dill, du maréchal de la Ferté, du général Ismay et de quelques autres.

M. Churchill a commencé par déclarer qu'il ne se rendait pas compte très exactement de la situation et qu'il avait mal compris en apprenant que le gouvernement songeait à quitter Paris et qu'il jugeait préférable de venir se renseigner lui-même. Le Président du Conseil fit remarquer que c'était le général Héring<sup>1</sup>, Gouverneur militaire de Paris, qui avait demandé ce départ d'ailleurs suspendu et passa la parole au général Gamelin.

Alors le général Gamelin a fait un de ces exposés dont il avait le secret et qui était essentiellement neutre, sans accent, sans ton spécial et il a indiqué que l'armée française après avoir pénétré dans les Pays Bas jusqu'à Tilbourg et Breda battait en retraite vers l'Escaut. M. Churchill fit alors observer qu'il ne comprenait guère que l'État-Major envisageât l'abandon de Bruxelles et de Louvain alors que les armées franco-belges se trouvaient précisément en position de contre-attaquer vivement sur le flanc des forces allemandes qui avançaient.

Là a commencé de se manifester un dissentiment. Tout de suite, on a compris que Churchill ne comprenait pas, qu'il ne voyait pas la gravité de la situation et qu'il nous en voulait au fond de ne pas montrer plus d'esprit combatif. « *C'est le moment de se cramponner* » dit le Premier Ministre, à quoi le ministre de la Défense nationale riposta qu'il fallait pour cela des réserves et des matériels que nous n'avions précisément pas.

Brève discussion alors entre Churchill et le général Gamelin sur la gravité véritable du péril causé par les chars allemands. Churchill n'y croyait pas beaucoup parce qu'il voyait les chars comme les petits drapeaux piqués sur une carte et il se rappelait la guerre précédente où les chars n'avaient pas encore joué un rôle.

Comme M. Winston Churchill persistait à déclarer qu'à son avis il fallait attaquer en Belgique et non se retirer, le Commandant en chef fit observer que Lord Gort lui-même

---

<sup>1</sup> Pierre Héring (Strasbourg, 23 mars 1874 – Neuilly-sur-Seine, 14 janvier 1963), est un général, un stratège militaire et un historien français.

souhaitait le repli. Le général Sir John Dill indiqua à ce propos qu'il avait pu s'entretenir par téléphone et qu'il valait mieux reculer vers le canal situé à l'arrière-plan de la capitale.

Comme on faisait observer qu'un recul en arrière nous permettait d'économiser des forces considérables, M. Churchill rappela que dans le passé on lui avait toujours dit qu'en portant les armées alliées vers la Hollande, on économisait une vingtaine de divisions et on gagnait l'appui de l'armée belge. Alors quatre divisions du général Gamelin avaient été expédiées sur la Meuse et sans que cela parût faire une bien grande différence. A commencé la querelle sur l'aviation. Churchill déclarant qu'il avait le devoir strict vis-à-vis de l'Angleterre de conserver en Angleterre un nombre considérable d'escadrilles alors que nous les lui demandions. La discussion se poursuivit, le Premier Ministre s'était mis à se promener de long en large en réfléchissant à ce qu'il venait d'entendre, il n'avait eu jusque-là qu'une idée tout à fait insuffisante de la situation. Je profitais d'un moment où il était seul dans l'embrasement d'une fenêtre pour m'approcher de lui et compléter les éclaircissements qu'on lui avait donnés.

*« M. Paul Reynaud et le général Gamelin » lui dis-je « se sont exprimés avec beaucoup de sang-froid et de modération dans l'exposé qu'ils vous ont fait de notre position, celle-ci est en réalité beaucoup plus grave que vous ne pouvez le croire. Au cours de l'année, nous avons cru que les Allemands arriveraient à Paris, aujourd'hui encore je ne vois pas ce qui les empêcherait d'y arriver s'ils décidaient de le faire. Je puis vous dire que le pessimisme du haut commandement va très loin, hier soir nous avons discuté avec M. Reynaud de la nécessité de nous battre éventuellement sur la Loire et sur la Garonne si Paris était pris et je lui ai même dit que le gouvernement français pourrait un jour se trouver dans la nécessité de se transporter à Casablanca pour continuer la lutte d'Afrique du Nord ».*

M. Winston Churchill me regarda avec stupeur, je ne pus continuer la conversation, quelqu'un d'autre approchait. Je dînai avec le colonel de Villelume à qui je fis part de cette délibération. Vers 0h30 l'ambassadeur d'Angleterre me prévint que Winston Churchill et sa suite venait de partir pour le domicile de Reynaud, place du Palais-Bourbon. On attendait M. Daladier, M. Winston Churchill voulant donner en présence du Ministre de la Défense nationale la réponse de son gouvernement.

Le généralissime me dit à l'oreille dans un coin que le grand Cabinet nous avait donné satisfaction et que nous obtenions ce que nous avions demandé. « *Nous ferions vilaine figure devant l'Histoire* » concluait le message de Churchill « *si nous marchandions notre appui à l'heure du danger* ».

L'attente se prolongea, tout le monde était fatigué, la conversation tomba vite dans la banalité, M. Daladier arriva sur ces entrefaites l'air accablé comme de coutume. M. Winston Churchill donna alors lecture du télégramme dont je viens de parler, celui qui nous promettait un soutien, et la réunion promettait de se terminer là mais le Premier Ministre n'a pas fini.

Sans doute rafraîchi, à sa coutume par un somme avant le dîner, il se lança dans une improvisation d'une fougue et d'une véhémence telle qu'elle nous coupa littéralement la respiration. Dans un mélange de français et d'anglais, dont l'un aussi nécessaire à traduire et aussi intraduisible, marchant de long en large comme un animal en cage et brandissant son énorme cigare : « *Maintenant* » nous dit-il « *il s'agit de rassembler nos énergies et de mener le combat farouchement* ». Alors là-dessus, il s'est livré à une philippique, contre les Allemands, en règle et d'une vigueur extraordinaire tant et si bien qu'à la fin de son discours, quand il a eu terminé, M. Daladier s'est levé et lui a serré les deux mains, ce qui n'était pas dans son programme et peu de temps après, il était 2h du matin. La délégation anglaise un instant réveillée par cette explosion, dormait debout, on rappela M. Winston Churchill qui quittait le Bourget tôt dans la matinée et il prit congé des ministres français. Ceci se passait dans la soirée du 16.

Les journées suivantes entraînèrent un tel surmenage que je n'arrive pas à en retrouver un compte-rendu complet dans mes notes. Le remplacement du général Gamelin devenu nécessaire était inévitable. La surprise était complète, les Allemands nous avaient pris à revers et à l'endroit par un nombre de divisions beaucoup plus élevé que l'on croyait, l'aspect maussade et endormi du général et son apathie nous avaient tous frappés, il semblait incapable de l'effort physique et de l'effort moral qu'exigeaient les circonstances, et se réfugiait dans des formules où il trouvait une espèce de satisfaction et de sécurité. Comme il voyait le gouvernement délibérer fréquemment et solliciter parfois d'autres conseils que les siens, « *C'est le conseil aulique* » soupirait-il « *On ne peut commander dans ces conditions* ».

Le colonel Petitbon, au contraire, était plein de bonne humeur et de confiance. À peine quelques jours après sa disgrâce quand il avait pris le commandement d'une infanterie divisionnaire, sa conversation était aussi gaie que d'habitude.

M. Daladier<sup>2</sup>... J'ai télégraphié au Maréchal Pétain et au général Weygand de venir. Je ne me rappelle plus exactement dans quelles circonstances, ni à quelle date ça s'est passé mais c'est à ce moment-là qu'on les a appelés et qu'on les a convoqués. On tenait les Anglais au courant dans les moindres détails et les Américains étaient tenus au courant aussi. J'ai noté une conversation que le service d'écoute du Quai d'Orsay avait enregistrée et où il avait notamment dit ceci : « *C'est-à-dire que ce matin vous étiez à la bonne nouvelle d'hier quand la première poussée a été enrayée, en revanche aujourd'hui on se montre très préoccupé de cette deuxième poussée dans la direction de votre ville* ». Ceci était dit à Saint-Quentin, pour la ville de Saint-Quentin. « *Saint-Quentin, ai-je les pieds mouillés ?* » « *M. de Margerie, non, mais probablement la ville voisine où il y a un archevêché.* »

Sur la dignité de Fénelon se bornait ici à un point d'interrogation. Le général Weygand arriva le 18 après un voyage aérien mouvementé. Son avion, un Glenn Martin de bombardement aussi rapide qu'inconfortable, il avait fallu introduire le général par en-dessous comme une bombe, a dû rebrousser une fois chemin dans la tempête et brisa son train d'atterrissage à l'arrivée mais dès l'après-midi, il se rendit au Quartier général de Vincennes.

Alors je reçois le Nonce qui vient me proposer de rester au cas où le gouvernement français le souhaiterait, c'était le choix entre lui et l'ambassadeur des États-Unis. On a préféré que ce fût l'ambassadeur des États-Unis qui restât. Il est en effet resté et il a pris les premiers contacts avec les Allemands à Paris.

À peine arrivé, M. Paul Reynaud reçut la visite du prince de Lippe qu'accompagnaient le ministre des Pays-Bas et un officier d'ordonnance. Soit qu'il m'eût reconnu, soit qu'on l'eût prévenu, le prince se tourna vers moi et me dit : « *Capitaine, ne nous sommes-nous pas rencontrés déjà ?* » Je lui répondis que oui en évitant de prononcer le mot Berlin. Il me comprit parfaitement et sautant par-dessus la transition il poursuivit : « *Ah quelle*

---

<sup>2</sup> Phrase inachevée

*race que ces gens-là, il faut en finir avec eux, on ne peut plus avoir de contacts avec de pareils sauvages. »*

Pendant ce temps-là, je recevais quotidiennement les visites d'André Maurois qui était détaché auprès de l'armée anglaise et qui, n'ayant plus grand chose à faire, venait me donner ses impressions et il me fit des suggestions dont je pris en note et que je transmis au Président du Conseil. Je l'introduisis auprès de M. Paul Reynaud auquel il les répéta. Moi-même dînant le soir avec le colonel de Villelume, je les lui rapportais et le lendemain je lui remis une courte note que j'avais dictée à ce sujet. Jamais je n'ai entendu qu'il en avait été tenu compte.

« *Maintenant que le colonel* » critique averti « *se voyait transformé en homme d'action et disposer d'un pouvoir réel sa stérilité s'accusait.* » C'est avec la plus grande peine par exemple que l'on obtenait de lui qu'il se procurât les renseignements sur la situation militaire. Il m'arriva souvent d'en recueillir plus que lui grâce à mes amis du GQG et, en particulier grâce au capitaine de Crouy qui avait pris ma place à Vincennes, en même temps que grâce à Maurice Dejean qui avait conservé des contacts avec le 1er Bureau qui nous furent très utiles à ce moment-là. Cela n'alla pas sans me causer des difficultés avec le colonel.

Entre temps M. Paul Reynaud s'était rendu à Notre-Dame où le clergé prononçait des prières publiques pour la victoire. Heureusement le public ne vit pas Mme de Portes qui était agenouillée dans la nef de Notre-Dame exactement derrière lui. Quelques jours plus tard, une cérémonie analogue se déroula au Sacré Cœur de Montmartre et un ministre me téléphona gravement pour me demander s'il n'y avait pas d'inconvénients politiques à ce qu'il y assistât. Je ne fis aucun effort pour dissimuler mon étonnement devant cette question d'autant plus que cet homme politique avait débuté comme secrétaire de mon oncle Jules Auffray, député monarchiste et catholique de Paris, il s'agissait de M. Rollin, ministre du Commerce.

Parallèlement à la disgrâce de Daladier et de Gamelin, il s'en était produite une autre qui touchait de plus près le ministère dont je faisais partie et sur laquelle je voudrais m'étendre avec plus de détails. J'ai déjà dit la mésentente physique qui régnait entre Reynaud et Leger, après avoir fait de mon mieux pendant plusieurs semaines pour adoucir le contact de ces deux hommes, j'étais arrivé à la conviction qu'il valait mieux les empêcher de se rencontrer tant leurs manières d'être et leurs réactions différaient

devant les événements. Depuis quelques jours, ils s'étaient à peine vus et pourtant il n'y avait plus eu de heurts entre eux.

Le 20 mai au matin pendant que je vidais mes tiroirs dans le bureau que je m'apprêtais à quitter quelques heures plus tard, Maurice Bezon entra et me déclara : « *Il remonte un bruit étrange selon lequel Leger serait appelé à quitter ses fonctions, ce serait même chose faite.* » me dit-il. Je lui répondis que je n'avais rien entendu dire de semblable et qu'il me semblait que le gouvernement avait en ce moment d'autres chats à fouetter et quelques instants plus tard il m'apporta le journal officiel du matin qui venait d'arriver et qui contenait le décret mettant Leger à la disposition du ministre et lui donnant pour successeur M. Charles-Roux.

Je compris aussitôt que l'entourage de Reynaud, Hélène de Portes et Baudoin surtout qui poussait depuis longtemps à la disgrâce de Leger, étaient arrivés à leurs fins à la faveur du remaniement ministériel, et si la manœuvre m'avait été dissimulée pour éviter que l'intéressé ne fût au préalable informé par mes soins, il n'était certainement plus commode pour moi de n'avoir pas été au courant. Je ne pouvais cependant éviter de constater que sur une question aussi importante le Président du Conseil avait préféré prendre sa décision sans consulter le collaborateur qu'il avait choisi pour être à ses côtés aux Affaires étrangères. Je téléphonais à Hoppenot qui venait lui aussi d'apprendre la nouvelle. Nous décidâmes d'aller voir M. Leger.

Nous le trouvâmes en train d'écrire paisiblement sur une table qui contrastait avec sa nudité de son encombrement habituel. Je lui dis quelques mots, assez embarrassé, sur l'émotion que nous causait son brusque départ. « *Tiens, vous savez donc* » dit-il « *mais comment ?* » « *Mais* » lui-dis-je « *par le Journal Officiel* ». « *Ah c'est au Journal Officiel ! Voilà qui complète les procédés dont on use envers moi* » et peu à peu il me raconta toute l'histoire pendant les journées suivantes en y ajoutant quelques détails supplémentaires.

Le 19 dans la soirée M. Leger avait été appelé par M. Daladier qui lui avait fait part de la décision prise par le Président du Conseil de voir au Quai d'Orsay un autre Secrétaire général. Les protestations du ministre des Affaires étrangères dont M. Leger avait été le conseiller le plus intime en politique extérieure et intérieure de septembre 1939 à mars 1940 n'avaient servi à rien. Comme il lui était impossible de prendre cette mesure,

« *Qu'à cela ne tienne* » répondit M. Paul Reynaud, « *Je la prendrai moi-même avant de quitter le Quai d'Orsay mais j'entends que cela soit fait d'ici demain.* »

Le décret avait été préparé depuis quelques temps déjà par le Président du Conseil, je m'en aperçus quand on me rendit par mégarde avec d'autres papiers une minute de ce décret daté du 16 mai. Par conséquent, la disgrâce de Leger a suivi immédiatement les mauvaises nouvelles du front. M. Daladier avait ensuite offert à Leger l'ambassade de Washington que Leger avait refusé en disant qu'il ne voyait pas comment il pouvait avoir la confiance du gouvernement américain au moment où on venait de le liquider en France.

Ce matin-là, le 20, il y a eu une conversation entre Leger et Reynaud. L'ambassadeur (sic) est descendu chez Leger après le départ des généraux anglais. La conversation dura près de trois quarts d'heure. D'après le récit que m'en fit M. Leger, le Président du Conseil commença par contester qu'il y ait eu l'ombre d'une intention d'infliger une disgrâce au Secrétaire général. « *C'est hier après-midi en revenant de Vincennes* », déclara-t-il « *que nous avons songé à vous pour Washington* ». Il lui explique que Washington était un poste admirable, etc., toutes les bêtises que l'on dit dans ces cas-là.

« *Comment conciliez-vous ce récit* » répondit M. Leger « *avec le fait qu'il y a quarante-huit heures vous avez appelé au téléphone M. Charles-Roux, vous lui avez offert mon poste et vous l'avez invité à conserver le plus complet silence sur cette conversation ?* »

À en croire M. Leger, M. Reynaud resta stupéfait devant la révélation, que son interlocuteur connaissait tous ces détails, et ne sut que répondre. Je me suis toujours demandé comment il l'avait su. Le service téléphonique du Quai d'Orsay avait-il écouté et révélé la conversation ? Était-ce au contraire le contrôle italien qui l'avait surpris et notre service de déchiffrement qui l'avait... ? Y avait-il plus simplement dans l'entourage du Président quelqu'un qui renseignât le Secrétaire général ? Ce n'était pas la première fois que je le trouvais singulièrement bien informé de ce qui se tramait contre lui dans le voisinage de M. Reynaud.

L'entretien se poursuivit dans des conditions peu agréables pour le Président du Conseil...<sup>3</sup>

---

<sup>3</sup> Paragraphe inachevé et enregistrement coupé

On disait ce qui vous passait par l'esprit et quand on pensait à Casablanca, on pensait qu'il y avait une armée française au Maroc qui faisait son métier et était mobilisable. C'est pour ça que je lui ai parlé de Casablanca mais il n'y a pas d'autres raisons. Il n'y a pas d'opposition entre l'Algérie et le Maroc, il y a simplement le choix du Maroc comme étant la place forte des idées. Alors je continue...

Le 22 mai, à 8h du matin, dans le jardin du ministère de la Guerre, je me trouvais en conversation avec Charles-Roux. Winston Churchill venait d'arriver à Paris et il voulait voir le général Weygand. Je passe l'entrée chez Paul Reynaud, et je transmets le message. Le Premier Ministre répondit : « *Le général consent à avoir un avis qui n'est ni ravi, ni de l'avis, je suis entièrement à sa disposition. Je suggère seulement que la réunion ait lieu à Vincennes* ».

Alors le général Weygand commence à exposer la situation et explique que la contre-attaque française va se dessiner sur le flanc gauche des Allemands, et la contre-attaque anglaise venant du Sud remontera vers le Nord de telle sorte que les deux doigts de la pince devaient se retrouver au bout d'un certain temps. Il n'y a qu'un malheur, c'est qu'à aucun moment, pendant toute la crise, les indications du Grand Quartier Général n'ont répondu à la situation. L'ennemi était toujours 50 kilomètres plus loin qu'on ne le croyait. C'est une chose qui a joué un rôle considérable dans toute la crise en ce sens que les ordres n'arrivaient pas à temps et les plans ne pouvaient donc pas s'exécuter.

Le général Billotte venait d'être victime d'un très grave accident d'automobile qui devait lui coûter la vie.

La conférence prit fin vers 1h de l'après-midi et s'était déroulée dans des conditions des plus satisfaisantes du point de vue de la collaboration franco-britannique. L'extraordinaire jeunesse physique du général Weygand, son énergie, la clarté de son exposé, la diversité de ses réparties avaient quelque chose d'extraordinairement réconfortant quand on se rappelait la réunion du 16 mai à laquelle assistait le général Gamelin. On ne pouvait imaginer contraste plus marqué entre deux hommes, l'un apathique, fuyant et divers, l'autre, lucide, chargé d'énergie et toujours en action.

Le 23 mai, Reynaud et Daladier ont reçu une lettre personnelle de François-Poncet dans laquelle notre ambassadeur auprès du Quirinal émettait l'avis que si le gouvernement français croyait devoir tenter un dernier effort pour retenir l'Italie, il aurait sans doute

avantage à recourir aux bons offices d'un tiers, le Souverain pontife ou le Président Roosevelt, par exemple. Le Président du Conseil jugea nécessaire d'en donner lecture au Comité de Guerre qui se réunissait le matin. Il n'en est rien résulté du tout naturellement, les offres de M. François-Poncet s'étant heurtées à une fin de non-recevoir et les Anglais étant extrêmement déterminés sur ce point en la personne de M. Attlee qui a expliqué qu'il n'était pas question de capituler devant les Italiens. Charles-Roux lui-même était hostile. La démarche à Washington eut lieu et fut suivie d'une intervention du Président Roosevelt, ni l'un ni l'autre de ses gestes ne produisirent le moindre effet sur M. Mussolini.

Si je suis entré dans le détail de cette entrevue entre Paul Reynaud et Daladier, c'est qu'elle montre bien comment se posait la question italienne le 23 mai aux yeux des deux ministres et du haut fonctionnaire responsable.

**M. Vaïsse :** Vous voulez dire, M. l'ambassadeur, que le Président Daladier était tout à fait favorable à une négociation avec l'Italie ?

**R. de Margerie :** Oui, il était favorable et il était favorable à aller très loin dans les concessions que l'on ferait à l'Italie. Il envisageait par exemple un condominium sur la Tunisie alors que de notre côté nous n'avions jamais rien envisagé de tel. La conférence du 22 mai à Vincennes avait permis de constater un accord complet entre les deux chefs de gouvernements. J'ai reçu la visite de M. Noël.

Quant à la défense de Dunkerque, à ce moment-là, les Anglais se sont aperçus que l'absence d'attachés militaires à Paris leur coûtait très cher et que Lord Malise Graham, qui était attaché militaire en titre et un grand seigneur écossais, avait été choisi en raison de sa qualité de grand seigneur beaucoup plus qu'en raison de ses qualités militaires. Ils se sont donc décidés à envoyer à Paris un agent de liaison (personnel de Winston Churchill) à Reynaud, qui était le général Spears.

**M. Vaïsse :** C'est l'origine de l'envoi de Spears.

**R. de Margerie :** C'est pour ça que les documents de Spears sont d'une telle importance pour cette période, la période qui suivit. Le général me montra le 25 mai la lettre de service qui l'accréditait auprès de M. Reynaud. Ce jour-là, il assista aussi à la réunion du matin chez le Président du Conseil et il a eu l'occasion de s'entretenir avec un officier d'État-major envoyé par le général Blanchard qui lui fit la plus déplorable impression.

C'était en effet un malheureux qui dormait debout. Il n'avait pas eu une heure de sommeil depuis huit jours.

Les nouvelles du front n'étaient pas toujours aussi réconfortantes en ce qui concerne les<sup>4</sup> de ces combattants que les cavaliers donnaient à le penser. Ces vieux régiments de cavalerie composés de paysans de l'Ouest et encadrés de héros s'étaient battus à merveille et brûlaient du désir de recommencer. Mon cousin Maxime de Margerie me rapporta les impressions de son fils Bernard, lieutenant de Dragons, sur ce qu'il avait vu en Belgique et coïncida avec celles que Stanislas<sup>5</sup> avait recueillies auprès de son propre fils et qu'il raconta le 24 mai. Toute l'histoire de cette campagne de 1940 est une sordide histoire d'incompétence, d'incurie et de légèreté.

Le commandement avait perdu le contrôle de la situation et il ne le retrouva que pendant l'accalmie qui précéda la nouvelle offensive allemande sur la Somme. Les différents plans conçus pour arrêter l'attaque ennemie et pour rétablir les communications entre Flandres et Picardie, si judicieux qu'ils fussent, n'eurent jamais aucune chance d'être appliqués car ils ne correspondaient à aucune possibilité matérielle et n'existaient que sur le papier. Au moment où ils étaient adoptés, les avant-gardes de M. Hitler se trouvaient souvent 50 kilomètres plus loin que nous ne le savions, ce que je vous disais tout à l'heure.

À la fin de l'après-midi du 25 mai, le Comité de Guerre entendit un long exposé du général Weygand et, une fois seulement dans une des conférences du matin qui le réunissait chaque jour au Président du Conseil, au Maréchal Pétain et à M. Baudoin, je l'entendis prononcer quelques paroles qui trahissaient son sentiment intime : « *En cas de défaite* » dit-il « *je suis déshonoré.* » Tout le monde se récria et M. Paul Reynaud ajouta : « *Général, aux yeux de la France toute entière vous êtes l'honneur même et chacun sait que vous êtes arrivé à un moment où tout était bien compromis.* » « *Un soldat vaincu ne peut plus vivre.* » se borna à répondre le général qui changea la conversation.

Là-dessus Reynaud a décidé d'aller à Londres pour expliquer aux Anglais qu'au Comité de Guerre de la veille l'on avait à peu près déjà décidé l'armistice. Nous partîmes le 26 à 7h30 du matin. Je préparais un dossier complet de toutes les communications échangées depuis le 14 entre le Président du Conseil et M. Winston Churchill. Nous partîmes le

---

<sup>4</sup> Mot inaudible

<sup>5</sup> Mot inaudible

colonel de Villelume et moi chercher M. Reynaud à son domicile particulier. Devant ma présence le colonel marqua une surprise et une mauvaise humeur qui me firent sourire. Depuis quelques jours déjà, j'avais pu remarquer dans son attitude à mon égard un refroidissement correspondant à l'attitude de plus en plus ouvertement hostile d'Hélène de Portes.

Le général<sup>6</sup> raconte dans ses mémoires qu'à partir du 27 mai 1918, il avait supporté avec une égale force d'âme mais que le succès des attaques franco-anglaises le 8 août fit de cette date une journée noire pour lui. Ce qu'il éprouva le 8 août, ce fut le 26 que je l'éprouvais dans notre bévue qui nous mena au Bourget. Reynaud m'explique tout ce que le Comité de Guerre de la veille a décidé et le colonel de Villelume renchérit sur toutes ces thèses : « *Les engagements pris envers l'Angleterre cessaient de compter* » dit-il « *puisque'il y a fait de force majeure. Que nous ayons ou non promis de ne pas conclure de paix séparées, cela est sans importance en présence de la situation actuelle vu l'insuffisance de l'effort anglais pour prendre part à la guerre. L'arrangement du mois de mars ne doit pas peser d'un grain dans la balance devant nos intérêts vitaux. Il s'agit simplement d'obtenir de la Grande-Bretagne qu'elle fasse le plus de sacrifices possibles à l'Italie.* » Toujours l'idée fixe du renversement des alliances avec l'Italie à nos côtés plutôt que notre adversaire.

Je n'ai pas besoin de dire combien je fus atterré par les déclarations de Reynaud. Tout en sachant la situation militaire extrêmement compromise depuis plus de dix jours déjà, j'ignorais que nos effectifs eussent fondu à ce point et que les perspectives fussent si sombres. J'avais espéré comme tous les Français que l'arrivée du général Weygand au commandement suprême entraînerait aussitôt un changement dans la situation, que le désordre et l'inertie des premiers jours de la bataille allaient faire place à un emploi intelligent et efficace de nos forces, et que les raideurs encore inévitables pourraient être localisées. Aussi ne pus-je m'empêcher de demander si les vues que je venais d'entendre correspondaient bien à celles du généralissime. Le colonel de Villelume me le confirma avec une sorte de brutalité comme s'il éprouvait une amère satisfaction à voir ainsi confirmer ses pronostics les plus pessimistes. M. Paul Reynaud ajouta que le général Weygand s'était exprimé dans ce sens devant le Comité de Guerre et avait déclaré que les Allemands rompraient notre front où et quand ils voudraient.

---

<sup>6</sup> Mot inaudible

Ces propos du colonel de Villelume surprirent néanmoins et, à plusieurs reprises, il revint néanmoins sur l'inanité des engagements pris des revers d'ailes, sur le fait que nous avions été entraînés dans la guerre par la politique de Downing Street sur le devoir que nous avions vis-à-vis de notre pays. En même temps, avec plus de cynisme encore, il insistait pour que notre gouvernement obtînt du gouvernement britannique le maximum de concessions à l'Italie pour réduire notre contribution propre. Chose curieuse, ce réalisme s'accompagnait chez le colonel des vues théoriques et des plus fumeuses en matière de politique extérieure alors que les Anglais étaient à ses yeux capables de tout, Allemands et Italiens échappaient à tout blâme et justifiaient tous les espoirs.

Comment admettre, lui fis-je observer, que si la situation était ce qu'il avait décrit plus tôt, M. Hitler consentit à traiter avec nous dans des conditions acceptables ? Comment admettre qu'il nous laisse une armée et une flotte ? Peu flatté que l'Italie voulut jouer le rôle que lui assignait le colonel dans son programme de politique étrangère que ses partisans n'allaient pas tarder à baptiser du nom pompeux de renversement des alliances comme si une armée battue était encore *alliancefähig*. À tout cela le colonel de Villelume répondait avec une irritation contenue que nous n'avions pas le choix, qu'il ne pouvait garantir naturellement ce que ferait le Führer et le Duce mais qu'il fallait tenter cette chance et que d'ailleurs si les exigences allemandes étaient contraires à l'honneur, nous n'avions qu'à les repousser. Je lui ai demandé si la livraison de la flotte présenterait ce caractère et il me répondit par l'affirmative.

Pendant tout ce temps, l'attitude de M. Reynaud me frappa vivement. Le Président du Conseil était parfaitement calme, comme je l'ai vu d'ailleurs en toutes circonstances mais il donnait l'impression d'un homme qui a été mis en face d'une situation donnée et en accepte les conséquences sans avoir soumis cette situation à l'épreuve de son jugement personnel.

L'avion s'envola aussitôt, le colonel de Villelume fut mis dans un coin pour préparer différentes indications statistiques. J'eus une certaine peine à me ressaisir tant j'avais été plongé dans le désarroi par les faits et les conceptions que l'on m'avait exposés, les préoccupations, et l'effet que de tels propos ne manqueraient pas de produire à Londres l'emporta bientôt sur le reste. La situation est sans doute aussi grave qu'elle vient de m'être décrite mais elle peut changer, et que les Allemands s'essoufflent sans que nos

effectifs redeviennent après quelques jours de répit plus importants qu'on ne peut le croire aujourd'hui. Il faut certainement que le gouvernement britannique connaisse notre position dans toute sa gravité. J'allais m'asseoir auprès de M. Reynaud et je l'invitais très fermement à renverser l'ordre des facteurs. C'est-à-dire à affirmer d'abord qu'on était résolu à se battre jusqu'au bout et, ensuite, qu'il exposa la situation telle que le général Weygand l'avait exposée la veille. Mais il me semblait que présentée dans cet ordre ça n'avait pas tout à fait le même inconvénient.

En fait ce qui s'est passé (je n'ai pas assisté à ce conseil suprême, il n'y avait que les Anglais et Reynaud comme seul témoin), c'est que les Anglais ont très bien admis que nous envisagions certaines hypothèses mais n'ont pas admis que nous acceptions d'en tirer les conséquences.

Le Président du Conseil de poser à ses collègues anglais un certain nombre de questions :

*. Quels sont les moyens d'action dont disposent respectivement les alliés et les Allemands ?*

*. Où les premiers peuvent-ils porter des coups sensibles aux Allemands ?*

*. Dans l'ordre de l'action immédiate puisque la situation semble si compromise et puisque la France continue néanmoins de se battre pour l'honneur, l'Angleterre ne pourrait-elle faire d'accords pour nous ?*

*. Qu'elle soit d'accord avec nous pour des offres à l'Italie.*

*. Quelle serait la situation aux yeux du Gouvernement britannique si la France venait à succomber ?*

En fait Reynaud n'a rien dit du tout aux Anglais. Il s'est borné à exposer la situation et à demander aux Anglais leur concours.

À 5h, nous nous mîmes en route pour l'aérodrome éloigné d'une heure. On nous avait téléphoné dans l'intervalle pour nous demander si notre avion pouvait donner l'hospitalité jusqu'à Paris à M. Spaak et à M. Gutt, ministre des Finances de Belgique. Nous les trouvâmes faisant les cent pas à Heston, il fallut attendre une demi-heure avant de partir, un avion allemand ayant été signalé dans la zone que nous allions traverser.

Dans l'appareil M. Spaak et M. Gutt demandèrent à causer avec M. Reynaud. Ils exposèrent qu'ils étaient préoccupés de l'attitude du roi des Belges qui se refusait à passer en Angleterre conformément aux vues du gouvernement, et qui prétendait rester en Belgique pour y partager le sort de ses soldats. Or, la situation des diverses armées qui combattaient en Flandres et celle de l'armée belge en particulier restait précaire, il paraissait peu souhaitable que le roi courût des risques inutiles. Les ministres demandaient donc que nous agissions à Bruxelles auprès du roi. Alors j'ai rédigé en rentrant à Paris un télégramme d'instructions à<sup>7</sup> qui n'était bien entendu plus à Bruxelles mais était avec l'armée sur la côte.

Comme nous survolions<sup>8</sup>, le pilote nous déclara qu'un raid allemand sur Evreux nous empêchait de prendre la route de Paris et que sur l'ordre du GQG, il faudrait atterrir à Chartres d'où des automobiles nous transporterait à Paris. La perspective de deux heures d'automobile supplémentaires après cette longue journée ne pouvait nous sourire. Aussi fut ce avec soulagement qu'après avoir survolé à basse altitude la cathédrale de Chartres et fait deux fois le tour du champ d'aviation, nous vîmes l'appareil reprendre la route du Bourget.

Voici que le général Weygand lui-même constatait quotidiennement la résolution de l'activité, jugeait leur établissement impossible, qu'un excellent Français, héros de 1914, le colonel de Villelume dont j'avais souvent admiré la clairvoyance dans le domaine militaire, en profitait pour répudier nos engagements envers nos alliés britanniques, et que M. Paul Reynaud, de tous les hommes d'État, celui qui s'était le plus identifié à une politique d'énergie et de résistance, avait accepté sans surprise apparente autant d'éventualités que<sup>9</sup>.

Comme je rentrais le 27 mai au matin de Saint-Dominique, à 11h, le hasard me fit monter l'escalier derrière le général Weygand qui, à sa coutume, l'escaladait quatre à quatre. Je puis lui dire rapidement que le Secrétaire général voulait le voir à quoi le commandant en chef me répondit qu'il éprouvait le même désir. J'en profitais pour prendre à part le capitaine Gassère qui avait toute la confiance du général, je lui racontais ce qui s'était passé la veille à Londres et lui dis combien je craignais que l'impression des Anglais n'eût été désastreuse. Le capitaine Gassère me remercia

---

<sup>7</sup> Mot manquant

<sup>8</sup> Mot inaudible

<sup>9</sup> Phrase interrompue

vivement et me dit qu'il mettrait le général au courant. La situation militaire était certainement très grave et il fallait tout prévoir mais personne ne pouvait être assuré qu'elle fût définitivement perdue.

À 12h30, je vis soudain entrer dans mon bureau le général Weygand lui-même qui me saisit par le bras et m'entraîna dans le jardin. « *Que me raconte Gassère ?* » me dit-il « *il paraît que l'on abuse de mes propos. Si les hommes politiques sont assez* », je vous demande pardon madame de ce que je vais dire, « *sont assez couillons* », pardonnez-moi cet épithète de soldat, « *pour ne pas supporter les informations qu'il est pourtant de mon devoir de leur donner et pour perdre la tête, je ne pourrais plus rien dire* ». Sans entrer dans le même détail qu'avec le capitaine Gassère, je lui redis ce que j'avais indiqué à ce dernier. Je cherchais à en savoir davantage sur le rôle des différentes personnes qui entouraient, « *Il ne faut pas affoler les Anglais.* » me dit le général Weygand « *car j'ai besoin d'eux.* » Cela, il me l'a dit à plusieurs reprises.

Dans le courant de l'après-midi, le général Spears vient me voir. Il était consterné d'une communication qu'il venait de recevoir de M. Churchill et dans laquelle il rendait compte de l'impression déplorable produite sur les ministres anglais par la communication de Reynaud. Je l'ai amené chez le colonel de Villelume qu'il ne connaissait pas encore dans l'espoir qu'il parviendrait à remonter un peu ce dernier. L'entrevue ne répondit pas à mon attente car les deux hommes se déplurent violemment. Le général Spears eut l'impression que son interlocuteur manquait totalement de franchise. « *Il ne vous regarde jamais en face.* » me dit-il « *et il a une façon de parler de trois quarts en jetant des coups d'œil à droite et à gauche qui m'inspire la plus grande méfiance.* »

Il est difficile d'avoir une opinion nette sur une personnalité aussi complexe que le colonel de Villelume mais il devenait de plus en plus clair que chez le colonel, le caractère n'était pas à la hauteur du sens critique et je ne dirais pas de l'intelligence. J'ai toujours eu le sentiment que dans ce domaine, il prenait volontiers les mots pour des faits, les formules pour des idées, les citations pour des pensées. Je me demande s'il est désirable qu'un soldat soit nourri de Bergson et de Valéry. En tout cas, la familiarité avec les philosophes, ainsi qu'un trop long séjour au Quai d'Orsay avait complètement tué en lui le goût de l'action.

Quand il devint chef du Cabinet du ministre, la Défense nationale avait des pouvoirs étendus et il n'en fit absolument rien. Son rôle fut celui de l'annonciateur des catastrophes, encore les annonçait-il au général quand nous les savions déjà car l'État-Major du général Gamelin, et plus tard le général Weygand se méfiait tellement de lui qu'ils ne lui disaient rien. De cette stérilité et de cette capacité de se duper de mots fut la révélation soudaine un jour au Quai d'Orsay pendant que nous parlions de littérature.

Je ne sais comment le nom d'Hugo de Hofmannsthal tomba dans la conversation. « *J'ai écrit un jour quelque chose sur lui.* » me dit le colonel. « *Il faut que je vous montre cela.* » Il me sorti du tiroir un cahier pour me lire triomphalement le commentaire d'une œuvre du poète autrichien. Ce qui me frappa d'abord, c'est la parfaite platitude de cette exégèse rédigée en outre dans un jargon philosophique. Ce qui me frappa davantage c'est que ce commentaire s'appliquait à la lettre fameuse de Hofmannsthal dans laquelle Lord Chandos expliquait à Francis Bacon pourquoi il a renoncé à toute activité littéraire. Le sujet devait séduire ce M. Test de l'État-Major.

Nommé colonel par M. Paul Reynaud sans avoir fait campagne pendant un seul jour et alors que sa promotion précédente datait du mois de septembre précédent seulement, le général Weygand se refusa à ratifier ce décret. Les relations avec lui d'abord excellentes furent<sup>10</sup> ...

Il est certain que le colonel de Villelume avec sa conception des intérêts français, s'il avait eu à choisir entre l'Angleterre d'un côté, l'Allemagne et l'Italie de l'autre, n'eut pas hésité, c'était un terrain où non seulement je ne pouvais pas le suivre mais où encore je croyais de mon devoir de le combattre.

On apprend la capitulation du roi des Belges ce jour-là à 18h. Mon premier sentiment en apprenant la nouvelle fut que le sort des armées françaises de Belgique était réglé et qu'il leur deviendrait impossible d'échapper à l'encerclement et à la division. En plus, un désastre aussi éclatant confirmait les pronostics les plus pessimistes du Comité de Guerre et je m'attendais en montant chez M. Reynaud après le départ de M. Pierlot, à le trouver en proie à la plus profonde consternation. Il n'en était rien. J'avais pensé sans les réactions des Parlementaires et de leur entourage.

---

<sup>10</sup> Phrase inachevée

Le Cab. Accueillît d'un air triomphant : « *Enfin nous avons un bouc émissaire* » me dit-il « *Nous allons pouvoir expliquer au public français qui ne comprend rien à notre défaite dans le Nord, que tout est survenu par la faute du roi des Belges et de ses conseillers et que nous avons été trahis dès le jour où nous avons trahi (sic) la frontière. Nous avons stigmatisé la conduite du roi et ça va fournir un thème magnifique au discours radiodiffusé que prononcera demain matin le Président.* » Je restais stupéfait, avait-on oublié que la veille à Londres M. Paul Reynaud avait eu pour mission de faire entrevoir à l'Angleterre une défection semblable de notre part ? Je crois qu'on l'avait oublié ou que l'on trouvait commode de paraître l'avoir oublié. La conduite du roi des Belges avait-elle pour conséquence de montrer à certains en France la figure que nous ferions dans le monde si nous nous laissions aller à un geste semblable ou bien se réjouissait-il obscurément d'une défaite qui pouvait servir à justifier une décision analogue de notre part ? Je ne sais si aujourd'hui la seconde hypothèse me paraît plus vraisemblable à la lumière des événements ultérieurs. En tout cas je constatais ce soir-là que le ton et le moral de tous avait sensiblement remonté.

Eve Curie qui vit le Président et qui avait une idée approximative de ce qui s'était passé la veille à Londres, en profita pour lui dire quelques vérités premières.

**M. Vaïsse** : En quoi consistait cette familiarité d'Eve Curie avec le Président du Conseil ?

**R. de Margerie** : Elle consistait au fait qu'Eve Curie avait publié pendant la drôle de guerre, avant les événements que je raconte, dans France Soir une série d'articles où elle dépeignait le moral des combattants sous<sup>11</sup>. Quand tout est arrivé et quand M. Paul Reynaud a eu peur des conséquences, il a fait venir Eve Curie et lui a donné des conseils pour ses articles ultérieurs. Elle a suivi avec beaucoup de déférence et a été parfaite dans toutes les circonstances.

**M. Vaïsse** : Elle écrivait dans Paris-Soir ?

**R. de Margerie** : Dans Paris-Soir, oui, je crois, je ne jurerais pas.

La journée du 30 mai fut marquée par l'évacuation de Dunkerque et par une nouvelle tentative pour une négociation *in extremis* avec l'Italie. Le général Spears donne des assurances rassurantes... On apprend soudain qu'il y a une lettre de M. Daladier à

---

<sup>11</sup> Mot inaudible

l'ambassadeur d'Italie. Je consultais le Président du Conseil, je constituais rapidement ce dossier et il me pria de lire les documents qu'il venait de recevoir. La teneur en était en contradiction aussi bien avec l'esprit de la conférence du 23 mai qu'avec les résolutions prises depuis lors et les propos que tenaient encore le matin même à 8h M. Charles-Roux. Je fis aussitôt remarquer au Président qu'une telle communication ne pourrait être adressée au gouvernement italien sans consultation préalable avec le gouvernement britannique et qu'il serait opportun de demander à M. Charles-Roux dont la compétence en matière italienne était reconnue, son sentiment sur la question. Il me chargea d'appeler Charles-Roux.

D'ailleurs me dit M. Paul Reynaud avec une de ces voltes faces de la pensée si caractéristique de sa souplesse : « *Si la note ne contient rien de bien nouveau d'essentiellement dangereux il n'y a peut-être pas d'inconvénient à l'envoyer après consultation préalable.* » M. Charles-Roux arriva sur ces entrefaites, il lut posément les deux documents et les rendit au Président du Conseil en disant avec la solennité dont il entourait naturellement tous ses gestes: « *Ces deux pièces ont été dissimulées au Secrétaire général du Quai d'Orsay.* » « *Vous voyez, Messieurs, ce qu'il en est ?* » dit Reynaud aux assistants. Il a été décidé de consulter les Anglais avant de faire quoi que ce soit.

J'ai eu l'occasion de parler déjà du Service d'écoute téléphonique organisé par le 2e Bureau pour surveiller les conversations des ambassades et autres missions étrangères. Les comptes rendus qui nous provenaient de cette source révélaient d'extraordinaires complaisances à l'égard de M. Guariglia et de son entourage qui n'avait jamais cessé d'être tenu au courant par certains hommes politiques français de faits dont la connaissance importait beaucoup à Mr. Mussolini et, par Conséquent, à M. Hitler. M. Pierre Laval, M.<sup>12</sup>, M. Anatole de Monzie<sup>13</sup> surtout, se surpassaient dans ce domaine. « *Voyez !* » avait annoncé M. de Monzie à l'ambassadeur d'Italie, « *Ça y est, ils ont tous cédés.* » M. Reynaud fut outré de ce détail dont on ne pouvait pas faire état mais il ne reprit pas après le remaniement ministériel M. Anatole de Monzie dont on ne devait plus voir à la salle du conseil la silhouette d'aristocrate bâtard, son éloquence frelatée et sa claudication de Talleyrand de sous-préfecture. Or, arrive un télégramme de François-

---

<sup>12</sup> Mot inaudible

<sup>13</sup> Anatole de Monzie, né à Bazas (Gironde) le 22 novembre 1876 et mort à Paris le 11 janvier 1947, est un homme politique français. Il a notamment été ministre des Finances et de l'Éducation nationale pendant l'entre-deux-guerres.

Poncet qui exaspère Reynaud. Le Président du Conseil évite un effort pour rejeter sur lui la responsabilité de la rupture prochaine avec l'Italie. Il appelle M. Daladier pour lui en donner communication : « *Je viens de recevoir de M. François-Poncet une lettre qui est un des documents les plus fâcheux que j'ai vu dans toute ma carrière politique.* » Il se mit à la lire en la commentant avec la dernière violence. J'entendis le ministre des Affaires étrangères surpris mais emporté par cette âpreté répondre avec son accent du Midi : « *Oui, il faut avouer que cela est bien dégoûtant.* » après quoi M. Reynaud raccrocha et avec le plus grand calme me dit : « *Voilà une lettre dont il ne sera plus question.* »

**M. Vaïsse** : M. l'ambassadeur, en ce qui concerne la négociation italienne dont l'essentiel se passe dans la journée du 30 mai, est-ce que vous avez été au courant des démarches qui ont été faites directement auprès du Cabinet du Président du Conseil et dont les papiers de Maurice Dejean font état ? La première démarche est celle qui est faite par des journalistes italiens directement auprès du Cabinet du Président du Conseil et la seconde démarche est révélée par Pierre Laval qui serait venu le 30 mai à 19h voir le Président du Conseil et lui révéler la démarche faite par deux journalistes italiens en relation avec lui, démarche provenant directement de l'ambassade d'Italie selon laquelle les Italiens accepteraient de ne pas entrer en guerre à condition de concessions extrêmement larges de la France et surtout de l'Angleterre, en particulier, à ce moment-là les Italiens auraient réclamé Malte, Suez, Gibraltar, etc. et auraient ajouté : « *Au fond ce n'est pas à la France que nous en voulons, c'est à l'Angleterre, faites ces concessions et soyons amis.* »

M. Laval aurait ajouté : « *J'ai répliqué à ces messieurs : Au fond vous souhaitez la capitulation ou le déshonneur ?* » et les Italiens auraient répliqué à ce moment-là : « *Mais on ne se déshonore pas en sauvant sa patrie.* » Alors, première question : est-ce que vous avez été au courant de ces démarches ? Deuxième question : est-ce que les démarches italiennes vous semblent faites pour détacher la France de la Grande-Bretagne ? Troisième question : dans cette affaire l'attitude de Pierre Laval, comment faut-il l'analyser ?

**R. de Margerie** : Eh bien, primo je n'ai pas été au courant ou du moins je ne me le rappelle pas et je n'en retrouve aucune trace dans ces papiers qui ont été rédigés très peu de temps après l'armistice.

Deuxièmement, s'agissait-il de nous séparer de l'Angleterre ? Oui, en lui demandant beaucoup plus de concessions qu'à nous. Je me suis dit que c'était pure plaisanterie de déclarer que c'était aux Anglais qu'ils en voulaient et pas à nous, au contraire la Tunisie, tout ça... était constamment présent à leur esprit. Et enfin la troisième question...

**M. Vaïsse** : L'attitude de Pierre Laval ?

**R. de Margerie** : L'attitude de Pierre Laval, ça je ne sais pas. Là je ne peux rien dire parce que je ne sais pas. Ce sont des histoires, je les passe parce qu'elles n'ont pas beaucoup d'intérêt pour vous.

<sup>14</sup> Est venu à Paris le 31 mai et il a donné la parole à Attlee qui s'est livré à sa sortie contre l'Italie. Il y avait un certain redressement, une certaine reprise de conscience vers le 31 mai parce que les Allemands nous avaient laissés tranquilles pendant quelques jours et qu'à Londres on ne nous avait pas taquinés. Le Premier Ministre m'avait prié de passer le soir à l'ambassade d'Angleterre à 7h45. Je me rendis d'abord à l'Hôtel Crillon où je rédigeais avec Sir John Dill et le général Ismay les conclusions du Conseil Suprême, et ensuite je me rendis au Faubourg Saint-Honoré. Pendant une demi-heure environ j'attendis dans le bureau de Camden, M. Winston Churchill ayant décidé de faire un somme. À ce moment-là nous entendîmes un grand bruit dans la maison et il rugissait comme un lion en cage, il s'était égaré dans un escalier de service. Quand enfin on put l'asseoir sain et sauf dans un salon, il revint sur les déclarations qu'il avait faites pendant l'après-midi. *« Il peut vous paraître surprenant »* me dit-il *« que moi, citoyen anglais, je souhaite l'invasion de la Grande-Bretagne mais vous pouvez m'en croire, je suis parfaitement sincère à ce sujet. J'ai la conviction profonde qu'une telle tentative, d'une part de la part de l'Allemagne se heurterait à une résistance farouche de mon pays et qu'elle exercerait une influence décisive sur l'attitude des États-Unis. Ce serait une lutte à mort où il n'y aurait point de lignes de démarcation entre civils et militaires, et où les enfants et les femmes auraient leur part. Si le Royaume-Uni venait à succomber, eh bien nous nous transporterions au Canada. Je ne parle pas de moi bien entendu car je serais mort auparavant. C'est au Nouveau Monde avec l'appui des États-Unis que nous poursuivrons la lutte jusqu'à la libération de l'Ancien. »*

---

<sup>14</sup> Nom inaudible

Je dis au Premier Ministre que ses paroles et celles de M. Attlee avaient produit une impression profonde sur les assistants. Je profitais de la conversation pour insister encore auprès de M. Churchill sur la question des effectifs, etc. En me reconduisant vers la porte il me dit soudain : *« Était-ce une boutade de votre part quand vous m'avez dit il y a quinze jours que la France aurait peut-être à se battre successivement sur la Seine, sur la Loire, sur la Garonne et que le gouvernement aurait au besoin à se retirer en Afrique du Nord pour continuer la lutte ? »* *« Je conçois »* lui dis-je *« que le propos vous ait surpris car vous ne pouviez savoir comme nous le 16 mai combien la situation était grave mais je n'ai jamais été plus sérieux et je reste convaincu que nous devrions multiplier les préparatifs en vue de toutes ces éventualités. »* *« Je compte sur vous. »* me dit-il, etc.

À la fois de l'aviation de chasse et de l'aviation de bombardement, ces communications quotidiennes étaient rédigées par M. Reynaud sur un ton à la fois ferme et courtois malgré certaines influences qui cherchaient à s'exercer sur lui. C'est ainsi que je vis un matin le colonel de Villelume perdre complètement son sang-froid. Le président était en train de préparer un de ces appels quand le colonel entra et participa à la discussion. Peu à peu il devint pâle de colère. *« Vous savez qu'il n'y a qu'un moyen d'obtenir ce que l'on veut des Anglais : il faut être grossier avec eux, sans quoi ils affectent de ne pas comprendre. Tous les gens qui connaissent les Anglais et les ont pratiqués vous le diront comme moi, M. le président, il faut les insulter grossièrement. »* Répétait-il avec violence. Je vis que M. Reynaud contemplait avec une certaine stupeur ce galant homme en proie à une pareille fureur.

La politique intérieure ne chôme pas. Le 2 juin était, je crois, ou le 3 juin un jour où Paris a été bombardé par l'aviation allemande. Je rencontrais Hélène de Portes accompagnée bien entendu du colonel de Villelume, elle était blême, le visage décomposé, la parole saccadée. *« Vous savez, »* me dit-elle *« ils ont détruit Citroën, il y a des quantités de morts et de blessés, c'est épouvantable. »* De Villelume fit un geste d'épaules qui signifiait : en temps de guerre, vous savez, ce sont des choses qui arrivent et je la vis se précipiter comme une furie dans le bureau de M. Paul Reynaud.

Quelques jours après, j'avais repris un peu confiance par volonté plus que par conviction. Et comme par instinct à la vérité, je restais profondément troublé par l'épisode du 26 mai, de ce jour tout me parut possible, surtout je cessais de croire que notre salut

pouvait venir de nous-mêmes, il me fallait escompter le hasard, la chance, le miracle. À ma femme qui vint alors me voir d'Arcachon et me quitta le 5 juin, jour de reprise de l'offensive allemande, je fis l'impression d'un homme harassé, incertain, prévoyant le pire et se refusant pourtant à l'admettre tout à fait.

Le général de Gaulle avait été nommé Sous-secrétaire d'État à la Guerre lors des derniers remaniements ministériels. Son installation matérielle ne s'était pas effectuée sans difficulté, les locaux étaient surpeuplés puisqu'ils y travaillaient M. Paul Reynaud avec ses quatre cabinets et M. Baudoin avec le sien. Le Général, pour installer son cabinet militaire et son cabinet civil composés de nombreux officiers, s'était heurté à d'assez sérieux obstacles que très autoritaire il allait rapidement surmonter. Nous avions manqué Maurice Dejean et moi d'y perdre le bureau que nous avions sur le jardin de la rue Saint-Dominique et où travaillait notre ministère, nous finîmes par le conserver.

Le général de Gaulle entra rapidement en conflit avec le général Weygand pour avoir voulu s'attribuer l'avancement des officiers généraux et pour avoir préconisé parmi les commandants des grandes unités parfois septuagénaires quelques changements qui se trouvaient viser des amis personnels du Commandant en chef. J'étais en contact constant avec le capitaine Laurent, son chef de Cabinet, directeur général de la Banque de l'Indochine. Il m'a laissé entendre à l'occasion de l'une de nos conversations que le général de Gaulle ne serait pas fâché d'être envoyé en mission à Londres pour y prendre un contact personnel avec les dirigeants et les grands chefs britanniques qu'il ne connaissait pas encore. La suggestion en a paru digne d'être retenue et, tout à fait utile, de montrer le général de Gaulle comme seul représentant de la Résistance aux Anglais. Je dis au capitaine Laurent que je ne manquerais point d'inciter M. Paul Reynaud dans la mesure de mes moyens à envoyer le général de Gaulle à Londres et j'ajoutais que si par hasard celui-ci souhaitait que je l'accompagnasse puisque je connaissais personnellement tous ses interlocuteurs probables, je me tiendrais bien entendu à sa disposition. Le 8 juin à 8h du matin le général de Gaulle, le Lieutenant de Courcelles et moi montions dans un des grands avions de la compagnie Air France.

L'avion prit son essor. Pendant la suite la traversée qui dura trois heures car il fallait passer assez largement au sud de la Seine et gagner la plaine de Caen pour piquer sur l'Angleterre, je mis le Général au courant du voyage que Reynaud avait fait quinze jours auparavant.

À cette date du 8 juin, la position paraissait un peu moins mauvaise. Le départ du gouvernement pour la Touraine paraissait néanmoins certain et imminent, nous étions tous si convaincus qu'avant de partir à Londres, j'avais passé une partie de la nuit à faire mes valises et laissé Rue Saint-Dominique les instructions nécessaires pour qu'on vînt les chercher.

<sup>15</sup> fait partie d'une mission envoyée à Paris auprès de M. Paul Reynaud qui songeait à ce moment-là à le faire Secrétaire du Comité de guerre à la place de Baudoin, si Baudoin n'avait pas accepté. Finalement c'est Baudoin qui l'a emporté. J'ai vu deux fois le général de Gaulle à ce moment-là, une première fois où il est entré dans mon bureau pour, je ne dirais pas se présenter mais pour dire qui il était ; une seconde fois, à la fin, quand il m'a dit : *« Il n'y a rien de fait, je ne prends pas le Comité de Guerre parce qu'on le dépouille de toutes ses attributions. »*

**M. Vaïsse** : Est-ce que vous avez assisté aux entretiens entre de Gaulle et les Anglais ?

**R. de Margerie** : Oui, c'est ce que je vais raconter maintenant. J'ai assisté à l'entretien qu'il a eu ce jour-là, je n'ai pas assisté aux entretiens ultérieurs mais ce jour-là oui.

De Gaulle insista auprès du gouvernement pour que le réarmement des divisions anglaises rapatriées de Dunkerque fut accéléré et, à l'issue de ces différents entretiens, nous nous rendîmes chez le Premier Ministre, il devait être déjà plus de 5h de l'après-midi et je commençais à regarder la pendule avec une certaine nervosité car il nous fallait une heure pour nous rendre à Heston et trois heures de vol pour regagner le Bourget. Je savais que notre pilote ferait des difficultés pour aller jusqu'à Paris.

Winston Churchill nous reçut aussitôt dans la pièce où se réunit le Conseil des Ministres à Downing Street. Nous étions séparés par la longue table du Conseil, d'un côté le Premier Ministre se promenait sans arrêt comme un lion en cage fumant toujours un énorme cigare, de l'autre côté le général de Gaulle et moi nous restions assis déplaçant nos têtes de droite à gauche et inversement comme les spectateurs d'un match de tennis suivent la balle du regard. Le Général commença par souhaiter établir un contact personnel avec le chef du gouvernement et les dirigeants de l'armée britannique. Il déclara ensuite qu'il avait été chargé par Paul Reynaud de confirmer à Winston Churchill les résolutions du Conseil Suprême du 31 mai et de lui répéter que le

---

<sup>15</sup> Début d'enregistrement manquant

gouvernement français était décidé à continuer la lutte avec tous les moyens en son pouvoir. *« S'il y a eu parfois certaines hésitations »* ajouta le Sous-secrétaire d'État à la Guerre, *« je puis vous certifier qu'elles appartiennent au passé et c'est avant tout cela que je suis venu vous affirmer mais »* poursuivit-il *« l'armée française qui supporte en ce moment le poids total de la bataille a besoin de son allié britannique et vous êtes le plus puissant possible. »*

Il s'attache ensuite à développer nos besoins en hommes, en matériel, notamment en ce qui concerne l'aviation. Alors Churchill lui répond en lui disant que l'aviation de chasse est la seule arme intacte que conserve le Royaume-Uni contre les raids de l'aviation allemande et qu'il ne faut risquer cette arme qu'à bon escient. Sur le front, loin de ses bases, la chasse britannique subit des pertes à peu près égales à celles que lui a infligées l'ennemi, à Dunkerque près de ses terrains et abat quatre fois plus d'avions qu'elle n'en perd ; au-dessus des Iles Britanniques la proportion devient du six contre un. Nous dit textuellement le Premier Ministre dans le langage des hommes de la cité : *« Ça, c'est un vrai dividende. Il est donc de l'intérêt même de la coalition que les escadrilles anglaises soient employées dans les conditions qui assurent le maximum de rendement. »*

Mon rôle d'interprète s'était réduit à peu de choses, M. Winston Churchill ayant presque constamment parlé français. Les deux hommes s'étaient visiblement accrochés, je m'en réjouissais puisque le Général avec toute son autorité avait pu tenir au Premier Ministre un langage analogue à celui que je lui avais moi-même tenu, à ce dernier dans la soirée du 31 mai à l'ambassade d'Angleterre. Je ne me doutais guère que..., etc.

Ensuite nous avons été chez Eden et puis nous avons survolé Ouistreham et la vallée de la Seine. Le pilote nous fit dire qu'il ne pourrait continuer et qu'il allait nous déposer à Caen. Devant les protestations du général de Gaulle, il expliqua qu'il ne disposait que d'un étroit chenal pour se poser et que les signaux lumineux étaient insuffisants pour le faire en sécurité. Le Général se concerta avec Courcelles et moi, la perspective de cinq heures d'automobile en pleine nuit dans une région bondée de troupes, et d'une arrivée à Paris vers 3h du matin alors que nous devons arriver rue Saint-Dominique à 8h, nous parut pire que tout. Nous étions tous plus ou moins harassés du fait de l'existence fiévreuse que nous menions depuis quelque temps. Le Général décida de tenter la chance et donna l'ordre de continuer. À 100 mètres de hauteur nous poursuivîmes notre route. Il était 9h35 et il faisait nuit quand nous nous mîmes à décrire des cercles au-

dessus du Bourget. Dans un coin du terrain deux feux se mirent à clignoter afin qu'on<sup>16</sup> et à égale distance d'eux, notre avion fit un atterrissage parfait. Nous nous jetâmes dans l'auto du Général pour gagner Paris. Je me retournais avant le départ et je vis notre pilote qui s'épongeait le front, j'eus le temps de lui demander le motif de son émotion : « *Je crois bien* » me dit-il « *nous avons 90 chances sur cent d'atterrir sur un obus non éclaté.* » « *Ah !* » lui dis-je « *si nous avions fait<sup>17</sup> pour atterrir.* »

Les deux journées suivantes, 9 et 10 juin, ne m'ont laissé qu'un souvenir indistinct.

**M. Vaïsse :** À propos de la rencontre entre Winston Churchill et le général de Gaulle, est-ce qu'à un moment quelconque le général de Gaulle a laissé entendre, en particulier à la conclusion de cet entretien, qu'au fond les Anglais avaient raison de ne pas faire intervenir toute leur aviation sur le territoire français ?

**R. de Margerie :** Je ne me rappelle pas ça exactement mais ce que je me rappelle c'est que dans une autre circonstance que j'ai notée, il le leur a dit. Je me souviens d'une autre circonstance où il me l'a dit.

On s'ébranla vers 10h du soir. C'était M. Paul Reynaud avec le général de Gaulle et un certain nombre de leurs collaborateurs. Le départ porta toutes les marques à la phénoménale incompétence qui a caractérisé dans cette guerre les entreprises de nos militaires. La colonne prit d'abord une mauvaise direction puis dut rebrousser chemin vingt minutes plus tard. Notre propre échelon se trouva de ce fait retardé et c'est vers 10h45 seulement que nous nous mîmes en route.

Alors je décris l'état dans lequel nous avons trouvé la Présidence du Conseil. Nous avons trouvé la Présidence du Conseil dans un état affreux et il n'y avait qu'un téléphone qui était au rez-de-chaussée, dans un cornet, un appareil antédiluvien accroché au mur où il fallait crier dans un cornet placé plus haut que sa tête. Un vieillard aimable nous accueillit, c'était le comte Manza-Costa de Beauregard. Il se montra pour nous tous d'une complaisante<sup>18</sup> et d'une courtoisie à l'épreuve même de l'hystérie d'Hélène de Portes. Celle-ci ne tarda pas à s'installer au château, nous prîmes les chambres des domestiques pour être sûrs de ne pas être expulsés par elle.

---

<sup>16</sup> Mot inaudible

<sup>17</sup> Mot inaudible

<sup>18</sup> Mot incompréhensible

Avant de nous rendre à Briard où devait se réunir un conseil suprême Maurice Dejean et moi nous cherchâmes à déjeuner. Après les petites péripéties du déjeuner, enfin on se décida à gagner le Quartier Général du général Georges où devait se tenir la réunion. C'était à une dizaine de kilomètres plus loin, le château du Muguet, grande construction du XIXe Siècle au milieu d'un vaste parc, là nous attendîmes longtemps. Deux gros avions de transport escortés par trois groupes de trois appareils de chasse chacun passèrent sur nous à basse altitude. C'était évidemment les Anglais que nous attendions. Cela rappelait étonnamment le poste de commandement de l'Empereur Napoléon III au matin de Sedan, les cent gardes et toutes les apparences de la force et de la discipline quelques heures avant le désastre.

Au moment où je me trouvais sur le perron, le général Weygand parut pour prendre l'air, nous causâmes pendant un quart d'heure. Il manifesta une vive irritation contre le général de Gaulle qui se trouvait là également et auquel il reprochait de vouloir à tort et à travers changer les chefs qui occupaient les principaux commandements. Je lui ai dit quelques mots de l'état d'esprit dans lequel nous avons trouvé Winston Churchill à Londres trois jours auparavant et je lui ai dit que le Premier Ministre se faisait quelques illusions sur la possibilité de poursuivre la lutte en France en divisant nos forces en plusieurs tronçons et en harcelant les communications de l'ennemi, ce qu'il appelait la grande guérilla.

« *C'est du roman* » me dit le général Weygand. « *M. Winston Churchill est un écrivain très doué, il a fait beaucoup d'histoire militaire mais il a trop d'imagination. Les divisions cuirassées allemandes se moquent pas mal de la grande guérilla* ». Le général s'exprimait avec une impatience contenue, en un mot le siège est fait. »

La réunion commence vers 6h du soir et j'en ai dicté le compte-rendu qui figure dans les mémoires du général Weygand, je crois, alors je n'insiste pas là-dessus.

Le Maréchal Pétain est intervenu. M. Winston Churchill quand fut terminé ce petit cours d'histoire revint sur toutes les raisons que les alliés gardaient d'avoir confiance dans l'avenir. Il y a la lecture d'un télégramme arrivé le matin même et le conseil se sépara sans résolution bien nette.

**M. Vaïsse** : Est-ce que Winston Churchill a lancé sa fameuse phrase disant : « *Si la France abandonne le combat...* »

**R. de Margerie** : C'est plus tard. C'est au cours d'un second conseil qui a eu lieu à Tours qu'il a lancé la phrase. Je vais vous le lire parce que c'est là...

Au retour vers 3h, j'ai appris que le Président du Conseil était parti précipitamment quarante minutes plus tôt pour Tours où il devait rencontrer M. Winston Churchill. Alors quand j'entrais dans la petite pièce dont les deux fenêtres étaient ouvertes sur le vaste jardin de la Préfecture, j'ai trouvé assis au bureau du préfet M. Paul Reynaud et rangé devant lui en demi-cercle. Alors j'ai pris l'interprétariat au général Spears qu'il avait occupé jusque-là.

M. Baudoin nous fit passer avec de vives marques de satisfaction une fiche que je n'ai malheureusement pas conservée et dont je me rappelle exactement le sens dont voici à peu près le texte : « *Churchill m'a dit avant la séance qu'il comprenait que la France fit la paix si les États-Unis ne déclaraient pas immédiatement la guerre à l'Allemagne.* »

La déclaration me parut d'autant plus singulière que jamais dans le passé, Winston Churchill n'avait rien dit de semblable et qu'il savait comme nous tous qu'il n'y avait aucune chance de voir le président Roosevelt agir à ce moment-là. De plus, le propos et le blanc-seing qu'il signifiait, répondait de trop aux vœux de M. Baudoin pour ne pas m'inspirer de méfiance. J'en dis un mot au général Spears à la première occasion. Il marqua la plus grande surprise et put me dire peu de temps après que le Premier Ministre lui-même avait certifié n'avoir jamais rien déclaré de semblable. Maintenant il était évident pour moi que M. Baudoin qui sait médiocrement l'anglais et qu'aveuglaient ses préoccupations, avait commis un contresens. M. Winston Churchill a dû lui dire : « *I understand that if America does not go to war with France.* », ce qui ne veut pas dire « *Je comprends, je conçois que vous fassiez la paix si les États-Unis ne déclarent pas la guerre* » mais signifie « *Je crois comprendre que vous ferez la paix.* »

Voilà le compte-rendu de la conférence. On a enfin déclaré que l'on était partisan de l'armistice. Il déclare : « *Nous nous abstiendrons de reproches et de récriminations. La cause de la France nous restera toujours chère et nous la restaurerons si nous triomphons mais c'est une chose différente que nous demander actuellement notre consentement avant consultation avec le Président Roosevelt.* » « *La déclaration que vient de faire M. Winston Churchill est profondément émouvante.* » répond Reynaud « *et j'y suis très sensible.* »

*« Nous ne gaspillerons pas nos forces en reproches et en récriminations mais c'est là une chose différente que devenir partie consentante à une paix séparée conclue contrairement aux engagements conclus. »*

Alors la rédaction du dernier message... oui, il y a eu un incident très curieux. À la sortie, nous avons trouvé devant la porte Hélène de Portes qui faisait de vains efforts pour rentrer et qu'un officier maintenait à bras le corps pour l'empêcher d'entrer. Cet officier c'était le commandant<sup>19</sup>, un officier de marine, fils de notre ambassadeur au Maroc et qui m'a dit plus tard : *« Quand un pays crève il ferait bien de crever avec dignité »* et non pas donner le spectacle qu'offrait Hélène de Portes devant cette porte où elle s'efforçait d'entrer.

Les conditions de travail au château de Chissay y étaient impossibles.

Vers le 14 juin 1940, nous sommes partis pour Bordeaux. À ce départ tout le monde était prévu et puis finalement Reynaud s'est trouvé tout seul. Il m'a fait signe de monter dans sa voiture, je suis monté et j'ai pris place à côté de lui. J'en ai profité pour lui seriner pendant tout le trajet mon idée fixe qui était le départ pour l'Afrique du Nord. À l'arrivée à Bordeaux, il m'a dit que je l'avais convaincu (je vous passe tout ça parce que ça n'a qu'un intérêt vraiment rétrospectif et personnel). Je lui ai vraiment plaidé la cause en dix pages dactylographiées du départ pour l'Afrique du Nord, il m'a dit qu'il en était d'accord et qu'il fallait que je téléphone tout de suite à l'amiral Darlan dès l'arrivée à Bordeaux, ce que j'ai fait. J'ai trouvé l'amiral Darlan au bout de quelques instants, ses collaborateurs savaient où l'atteindre. Il me dit qu'il allait rouler toute la nuit et qu'il serait là le lendemain matin à 8h. La rue Vital-Carles m'était d'ailleurs familière depuis 1914 où j'avais vu mon père accompagner le Président de la République dans ce parc.

Ici, je vous lis tout de même ma conclusion :

*« J'achève de rédiger ce chapitre sur une plage de Californie aujourd'hui 13 septembre, trois mois exactement après cette journée, le souvenir que j'en conserve reste ineffaçable. Je revois se dérouler sous le soleil de juin les paysages paisibles de Touraine, du Limousin, du Saintonge. Au crépuscule, nous fîmes halte un instant dans une boucle de rivière que dominaient une église et une gentilhommière solidement établies dans l'espace et le temps. Dans les prés*

---

<sup>19</sup> Nom inaudible

*les paysans vaquaient à leurs travaux, les éternels, sans l'interminable cortège des réfugiés sur les plus grandes routes, rien ne nous rappelait la guerre et ses cruautés. Il semblait inconcevable que peu de jours après l'implacable cortège des Panzersdivisions que nous emportions (sic) dut défigurer ces champs pacifiques. »*

Pourtant, à trois mois de distance, je reste convaincu comme je l'étais alors que l'intérêt et l'honneur de la France commandait au gouvernement français de se transporter dans l'empire colonial pour y continuer la lutte contre l'Allemagne. On objectera que l'entreprise était condamnée à l'échec mais cela reste impossible à prouver puisque l'expérience n'a pas été faite.

Et depuis quand la certitude du succès est-elle celle mesure du devoir. Nous sommes loin du lion d'Orange et de son fameux propos. Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre et de réussir pour persévérer.

Quand je vois aujourd'hui les ministres du Maréchal Pétain incapables malgré leur appétit de servitudes de satisfaire leurs maîtres allemands ; quand le gouvernement français rompt avec ceux de Pologne, de Norvège ou des Pays-Bas dans le puéril espoir d'obtenir quelques concessions par de nouvelles bassesses ; quand se décompose notre empire et quand certaines de nos possessions en sont réduites à faire acte d'indépendance, je pense que nous payons le juste prix de la pire abdication qu'ait connu notre histoire. La défaite n'entraîne pas nécessairement la honte et les années qui ont suivi 1815 et 1871 comptent parmi les plus fécondes de notre histoire mais les hommes qui gouvernaient alors la France ne se sont jamais jetés à plat ventre devant l'ennemi victorieux.

Ceux qui ont assumé la responsabilité de l'armistice croyaient sans doute sincèrement (j'ai peine à admettre une autre explication) sauvegarder l'indépendance de leur pays mais ils achetaient en réalité la liberté de sacrifier chaque jour un peu la dignité française. « *Il paraît* » nous fut-il dit de toutes parts « *que la situation n'était pas comparable avec celle de la Belgique et que le territoire français ne s'abandonne pas comme une vulgaire terre polonaise ou hollandaise.* » Sans doute existe-t-il un patriotisme à plusieurs degrés exigeant pour les petites nations, indulgent pour les grandes puissances. Il paraît également qu'en voulant continuer la résistance hors de France, nous obéissions à une criminelle chimère.

Était-ce un crime de vouloir rester libre ne fût-ce que quelques mois de plus ? Nous ne le saurons jamais si l'exode vers l'Afrique du Nord était un rêve condamné à n'avoir pas de lendemain mais après tant de défenses et de défaillances, cette chimère avait de la grandeur, le vieux corps naît et les Français de son époque et la révolution l'auraient compris. Alors ça n'est pas très important parce que je n'ai pas su grand-chose.

À la place de Bordeaux ne régnait aucun ordre, la comtesse de Portes montrait un événement et une hystérie parvenue au plus haut degré, d'une voix stridente elle disait: *« Je cracherai au visage de ceux qui veulent partir pour l'Afrique, moi je ne veux pas de liberté, je ne veux pas quitter ce pays d'ailleurs je parle couramment l'allemand et je pourrais me rendre utile. »* Le colonel de Villelume rejette entièrement chimérique la chose.

Telle était la situation quand l'amiral Darlan arriva dans mon bureau le 15 juin au matin après avoir, je crois, passé toute la nuit en automobile. Beaucoup dépendait de la conversation qu'il allait avoir avec le Président du Conseil. Je tins compagnie à l'amiral en attendant Reynaud et l'amiral me répondit comiquement. Il tira de sa poche une note dactylographiée par laquelle le général de Gaulle demandait d'assurer le transport en Afrique du Nord de 870.000 hommes. Je ne connaissais pas la note du Général et je ne sais comment il était parvenu à ce chiffre surprenant dans sa précision de 870.000 hommes. *« Cela me rappelle un peu »* disait l'amiral *« la phrase fameuse : Cet homme paraissait environ 43 ans. Mais je pensais que dans l'esprit du général de Gaulle, il s'agit d'un accident dont personne ne se surprendra que vous ne puissiez l'atteindre. »* Sur ce on vint prévenir l'amiral que Paul Reynaud était à sa disposition. Je le quittais sur une impression assez mélangée. D'après ses propos antérieurs, je m'étais attendu à le trouver assez favorable. *« Eh bien »* me dit Paul Reynaud après la conversation *« l'amiral n'est pas du tout enthousiaste comme vous du passage en Afrique du Nord. Il allègue les difficultés de transport et de ravitaillement et, sans dire à proprement parler qu'elles soient insurmontables, on le sent plein de doute et d'hésitation. »*

Les journées suivantes, je n'ai conservé qu'un souvenir confus. L'attaché naval britannique vint me voir pour me dire qu'il y avait, à bord de ces navires anglais et qui demandaient à s'en aller, un grand nombre de civils. J'en parlais à Villelume qui était compétent pour la question. *« Qu'est-ce que vous voulez que cela me fasse »*, me répondit le colonel. Un peu étonné, je répondis qu'il se trouvait à bord plusieurs milliers

de réfugiés anglais dont la vie est menacée. Encore une fois me rétorqua le colonel avec impatience : « *Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse ?* » « *Mais la vie des réfugiés... ?* » « *Qu'ils crèvent* » répliqua-t-il sans hésiter.

J'ai rapporté l'incident en détail pour montrer à quel degré l'anglophobie était parvenue à un galant homme comme le Général.

À midi, le général de Gaulle m'a téléphoné une première fois et il m'a dit : « *Tâchez d'empêcher Reynaud d'aboutir à une décision quelconque car le gouvernement britannique va lui faire des propositions extrêmement importantes* ». Il m'a retéléphoné à 16h ou à 15h, je ne me rappelle plus, pour me dire : « *Le gouvernement anglais propose à M. Paul Reynaud, s'il le veut, d'être ce soir Premier Ministre de France et d'Angleterre réunies* ». Reynaud que je faisais sortir du cabinet qu'il avait réuni et qu'il présidait, Reynaud me dit : « *Qu'est-ce que le Général peut bien vouloir dire ?* » et puis à 7h ou à peu près, il a téléphoné à Reynaud en ma présence et j'ai entendu Reynaud qui lui disait : « *Est-ce une proposition à vous ou est-ce une proposition du cabinet anglais que vous me faites ?* » « *Une proposition du cabinet anglais puisque je vous parle du Cabinet de M. Winston Churchill et je lui passe l'appareil* ». Alors, il a passé l'appareil à Reynaud et il a entendu la proposition de gouvernement commun des deux pays. Il était trop tard, cela a duré beaucoup trop longtemps cette entreprise, et le Général arrivait trop tard.

Voilà pour vous ce qu'il y a là-dedans.

Fin de l'entretien